

La fin de l'apartheid n'a pas été celle de la pauvreté

ANDILE MNGXITAMA



L'année 2001 a été celle d'une consolidation accrue de la transition néolibérale en Afrique du sud. Mais 2001 a également vu le début d'une nouvelle ère de mobilisation sociale contre les effets de ces politiques néolibérales, alors que les sans-terre, les communautés pauvres, les travailleurs et les activistes descendaient dans les rues pour s'opposer aux principes fondamentaux du programme d'ajustement structurel en Afrique du sud.

Depuis son adoption en 1996, la Stratégie de Croissance, d'Emploi et de Redistribution (Growth, Employment and Redistribution - GEAR) – version sud-africaine du PAS – n'a rien réussi de plus qu'à tempérer l'espoir de la majorité pauvre que la fin de l'apartheid signifierait aussi celle de la pauvreté.

Mais cet espoir s'est vite évanoui, avec la nouvelle élite politique qui s'est détournée de la culture égalitaire qui avait étayé la lutte contre l'apartheid, au profit des solutions néolibérales défilés auxquels la nouvelle nation était confrontée. Ces huit dernières années ont révélé de plus en plus les coûts élevés de ces politiques pour la majorité pauvre. En 2001, la Commission sud-africaine des droits de l'homme a signalé que plus de 20 millions des 45 millions d'habitants que compte le pays vivent en-dessous du seuil de pauvreté de 390 rand sud-africains mensuels (32,50 dollars US: janvier 2002). Seul trois millions d'entre eux sont touchés par des mesures pertinentes d'allègement de la pauvreté.¹

Echec de la stratégie macro-économique néolibérale

En 1996, deux ans après l'avènement de la démocratie, la nouvelle élite politique a abandonné le Programme de reconstruction et de développement, un programme progressiste et pourtant axé sur le marché, au profit de la nouvelle stratégie macro-économique conservatrice, la GEAR. Fondée sur les hypothèses et prescriptions néolibérales du Consensus de Washington, comprenant la déréglementation, l'orientation vers les exportations, la privatisation, la libéralisation, la dépendance vis-à-vis de l'investissement étranger direct (IED) et la réduction des déficits budgétaires par la réduction des dépenses sociales², la GEAR n'a généré ni croissance, ni emploi, ni redistribution.

Les partisans de la GEAR soutenaient que les strictes mesures d'austérité qui avaient des répercussions sur les pauvres seraient contrebalancées par les forts taux de croissance économique qui en résulteraient, et qui seraient de l'ordre de 4,2% par an de 1996 à 2000, pour une croissance totale de 21,2% pour la période quinquennale, la croissance annuelle atteignant 6,1% en 2000.³ Cependant, les prévisions annuelles ont été revues à la baisse à maintes reprises, pour se situer autour de 3,5% des cibles de croissance, et même ces cibles ont été régulièrement manquées, l'économie sud-africaine devant à peine atteindre 2,2% de croissance lorsque les résultats définitifs pour 2001 seront connus.⁴

Les 1,3 millions de nouveaux emplois formels autres qu'agricoles que la GEAR promettait de créer entre 1996 et 2001 ne se sont pas non plus matérialisés, avec au contraire bien plus d'un demi-million d'emplois perdus au cours de cette période.⁵ Selon Econometrix, «l'emploi dans le secteur formel a baissé de 10% depuis 1995». L'écart des revenus entre les blancs et les autres s'est rétréci, mais chez les noirs, l'écart entre les ménages à revenu élevé et ceux à revenu faible s'est creusé. Et les promesses de «redistribution» de la GEAR se sont tout simplement soldées par la création néocoloniale typique d'une petite élite autochtone. Econometrix poursuit: «L'écart entre les personnes instruites et les personnes peu qualifiées s'est creusé, de même que l'écart entre les citadins et les pauvres des zones rurales. La menace du SIDA semble prête à anéantir les réalisations dans d'autres domaines. La part des richesses revenant aux noirs a augmenté, mais seule une élite relativement petite a bénéficié de cette augmentation.»⁶

Globalisation: on ne rémunère pas les esclaves

Malgré l'adhésion servile du gouvernement aux principes fondamentaux néolibéraux de la GEAR, face à l'échec constant de cette politique, les fruits de l'augmentation de l'IED attendus depuis si longtemps ne se sont pas matérialisés, et le conseiller économique du Président Thabo Mbeki, Wiseman Nkhulu, a été contraint en mai 2001⁷ de se plaindre du manque d'investissements nationaux suffisants qui y est associé (moins de 17%, par rapport aux 20% nécessaires pour atteindre les cibles de croissance). Toutefois, cela ne devrait guère surprendre les observateurs de l'Afrique du sud, à la suite de la décision du gouvernement d'autoriser plusieurs grandes multinationales, parmi lesquelles des Brasseries anglo-américaines et sud-africaines, à se retirer de la bourse de Johannesburg pour s'inscrire à l'étranger. Après avoir déroulé le tapis rouge pour la fuite massive des capitaux, le gouvernement a feint la surprise lorsque le rand sud-africain a perdu 40% de sa valeur en 2001.⁸

L'explication dominante de la chute du rand pointe du doigt les «facteurs externes» tels que les événements de décembre 2001 en Argentine et la crise politique au Zimbabwe – en d'autres termes, les effets néfastes de la globalisation provoqués par les spéculations sur les devises. Néanmoins, les économistes officiels ont prié instamment le gouvernement d'intensifier sa campagne de privatisation⁹, plutôt que de repenser l'asservissement du pays aux promoteurs de la globalisation. Les solutions néolibérales proposées revenaient à appliquer davantage la GEAR au lieu de la réduire, engageant le pays sur une pente glissante qui mène au chaos total.

1 Commission sud-africaine des droits de l'homme. Annual Economic and Social Rights Report. Novembre 2001.

2 Patrick Bond. «Elite Transition: From Apartheid to Neo-Liberalism in South Africa», Pluto/University of Natal Press, 2000; Hein Marais. «The Political Economy of Transition», Zed/UCT Press, 1998.

3 Growth, Employment and Redistribution Strategy, Document de politique générale du gouvernement sud-africain, 1996.

4 Daniel Thöle. «SA Feels Weight of Global Slowdown». Business Day. 28 novembre 2001.

5 Enquête sur les ménages, octobre 2000. Statistiques sud-africaines.

6 Site web de Econometrix, www.econometrix.co.za.

7 Jonathan Katzenellenbogen. «Faster Growth Tops State Agenda». Business Day, 25 mai 2001.

8 Dane Joubert. «Reasons for Mysterious Slide in Rand». Business Day, 20 décembre 2001.

9 John Fraser. «Foundation Urges Economic Liberalism». Business Day, 31 décembre 2001.

La bataille de l'eau

Le problème de services qui radicalise le plus les positions en Afrique du sud est probablement la bataille de plus en plus intense que mènent les communautés pauvres contre le processus de privatisation de l'eau inspiré par la Banque mondiale, en cours dans tout le pays. En effet, la naissance de partenariats «public-privé» à la fin des années 90 a vu la majeure partie des conseils municipaux des villes, privatiser l'alimentation en eau qui leur incombait, au profit des multinationales étrangères. Selon le SAHRC, «plusieurs problèmes sont apparus avec ces partenariats, dont l'augmentation des redevances, la mauvaise conception technique, la faible participation communautaire, la confusion administrative et le manque de perspectives de formation et de transfert.»

Ces partenariats public-privé ont produit certains des décrets administratifs les plus inhumains de l'ère néolibérale sud-africaine, entraînant notamment l'épidémie de choléra de 2000 dans le KwaZulu Natal qui a fait près de 200 morts. Une politique de secours - «lifeline» - de l'Etat promettant 6 000 litres d'eau gratuits par ménage et par mois a été mal et inégalement appliquée dans des zones où la distribution d'eau existe, et pas du tout dans de nombreuses zones rurales où les pratiques sélectives des multinationales de distribution d'eau trouvent peu rentable l'approvisionnement en eau.

Réforme foncière: les graines de la discorde

L'expropriation des terres était la pierre angulaire du régime colonial et d'apartheid en Afrique du sud, formant la base de l'accaparement par les colons capitalistes de la main-d'œuvre et des ressources à des fins d'accumulation. Le gouvernement s'est engagé en faveur d'un processus axé sur le marché pour corriger ce legs. Près de huit ans plus tard, moins de 2% des terres sont passées des mains des blancs à celles des noirs, et avec moins de 1% du budget consacré à la réforme foncière, la redistribution de 30% des terres agricoles et l'achèvement du projet de restitution aux victimes d'expulsions devraient prendre entre 125 et 150 ans.¹⁰

Les développements les plus importants en 2001 sont survenus malgré – ou plutôt à cause de – l'inertie du gouvernement. Les occupations de Bredell¹¹ ont fait clairement ressortir que la situation des sans-terre est un problème aussi bien urbain que rural, et la poursuite des événements au Zimbabwe a déclenché des campagnes communautaires en vue d'obtenir des terres par leurs propres moyens à travers les occupations. Si ces événements sont nettement différents de ceux du Zimbabwe, en ce sens qu'il s'agit d'actions locales auxquelles s'oppose le parti au pouvoir, le fait que des gens dans la pauvreté extrême et privés de terres aient de plus en plus occupé des terres à travers le pays a imposé l'inscription de la question sur l'agenda national. La réponse de l'Etat, qui a été de procéder à des expulsions rapides et brutales et de considérer les pauvres sans-terre comme des criminels, a satisfait la communauté des fermiers blancs (AGRI-SA) qui continue de la même façon à maltraiter et expulser illégalement et arbitrairement nombre des 8 millions de paysans du pays.¹² Mais ces actions ainsi que le racisme permanent des tribunaux ruraux qui continuent de prononcer des peines légères contre les propriétaires terriens pour des crimes graves, y compris des meurtres¹³, ont aussi nourri un nouveau militantisme chez les sans-terre. Un nouveau Mouvement des sans-terre (LPM) créé en juillet 2001 a organisé une marche de protestation contre les échecs de la réforme foncière du gouvernement lors de la Conférence des Nations Unies contre le racisme, a invité le Président Robert Mugabe à leur rendre visite et menacé de commencer des occupations de terres à grande échelle si ses revendications ne sont pas satisfaites.

10 Edward Lahiff. Land Reform in South Africa: is it meeting the challenge? Policy Brief No 1. Programme for land and agrarian studies, University of the Western Cape, septembre 2001.

11 En juin 2001, plus de 10 000 sans-abri ont occupé un terrain périurbain vacant à Bredell, Johannesburg. Le gouvernement a réagi par une condamnation vigoureuse des sans-abri, arrêtant certains d'entre eux et expulsant d'autres, avec l'aide d'une société de surveillance privée qui s'était rendue tristement célèbre, il y a peu, comme responsable d'une vague de plus en plus grande d'expulsions urbaines et périurbaines de populations massives pour faire place à des projets de capitaux privés tels que le parc qui aurait été prévu sur le terrain de Bredell.

12 Human Rights Watch. Unequal Protection: The State Response to Violent Crime on South African Farms. 2001.

13 African Eye News Service, 3 novembre 2001.

VIH/SIDA: ADPIC contre droits à la santé

En novembre 2001, la Treatment Action Campaign (TAC), une campagne d'actions en faveur de l'accès au traitement, a remporté une bataille juridique majeure pour forcer le gouvernement à procurer des antirétroviraux à toutes les femmes enceintes séropositives. Le gouvernement envisageait de faire appel de ce jugement devant la Cour Constitutionnelle, au motif que les tribunaux ne sont pas habilités à forcer le gouvernement à tenir ses promesses concernant les droits socio-économiques. La TAC a gagné le procès en invoquant un arrêt précédent, appelé l'arrêt de Grootboom – qui portait sur les droits au logement et déclarait que le gouvernement était tenu de satisfaire les droits socio-économiques accordés par la Constitution, et que le test de «caractère raisonnable» comportait la fourniture d'abris de secours aux personnes vulnérables. Le gouvernement envisage maintenant de s'attaquer au fondement même de la décision Grootboom, compromettant non seulement la décision relative à la Nevirapine, mais aussi mettant potentiellement en cause l'applicabilité juridique de toutes les clauses portant sur les droits socio-économiques, qui distinguent la Constitution sud-africaine de celle des autres pays.

L'appel envisagé par le gouvernement est paradoxal dans le contexte d'une victoire importante qu'il a remportée en mai sur l'industrie pharmaceutique multinationale. La South African Pharmaceutical Manufacturers Association (association sud-africaine des fabricants de produits pharmaceutiques) et 39 firmes pharmaceutiques internationales ont tiré le gouvernement devant les tribunaux en avril 2001, dans une tentative visant à bloquer l'adoption de la Medicines and Related Substances Control Amendment Act, loi portant amendement du contrôle des médicaments et substances apparentées, adoption qui, selon l'industrie, ouvrirait la voie aux violations des brevets et des droits de propriété intellectuelle, tels que définis par la clause ADPIC des négociations d'Uruguay. Soutenu par la TAC et la principale fédération nationale des travailleurs, la COSATU, ainsi que par diverses autres parties prenantes, le gouvernement a affirmé que l'épidémie de SIDA représentait une situation d'urgence qui nécessitait que le gouvernement ouvre les portes à la production de médicaments génériques et/ou à l'importation de médicaments meilleur marché de pays tiers. L'industrie pharmaceutique a abandonné les poursuites en mai, suite à un accord de compromis avec le gouvernement, aux termes duquel il procéderait à des consultations sur l'application de la loi, et le mois suivant, le géant multinational de l'industrie pharmaceutique, Glaxo, a cédé les droits sur ses médicaments contre le SIDA (AZT, 3TC et Combivir) à un producteur local de médicaments génériques. Cette victoire aurait dû renforcer la capacité du gouvernement à étendre le traitement antirétroviral aux groupes vulnérables dans le court terme, mais le gouvernement sud-africain a manifesté moins d'intérêt à transformer cette victoire juridique en une vaste campagne en faveur du traitement qu'à lutter pour le droit de ne pas fournir de traitement.

Conclusion

Près de huit années se sont écoulées depuis que l'avènement de la démocratie a sonné le glas de l'oppression et de l'exploitation du régime colonial et d'apartheid, mais celui-ci a cédé la place à un ordre économique néolibéral qui n'a pas fait grand chose pour mettre fin aux relations économiques inégales d'autrefois. Près de la moitié des 45 millions d'habitants gagnent moins de 35 dollars US/mois. Cependant, les règles du jeu néolibéral disposent que la pauvreté extrême n'est pas une raison pour la gratuité des services, et le gouvernement a scrupuleusement appliqué ces règles en procédant à des expulsions, des évictions et des suspensions de service pour les personnes dans l'extrême pauvreté.

Toutefois, le désespoir force les gens à réagir face à leur situation, et une résistance d'un genre nouveau se développe dans les zones d'installation informelles, les townships, les usines et les zones rurales à travers tout le pays, où les pauvres commencent à agir pour empêcher une consolidation accrue des politiques économiques néolibérales qui ne leur ont apporté que des souffrances. ■

National Land Committee
<andile@nic.co.za>

14 African Eye News Service, 3 de novembre de 2001.